



A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2022-28 du 4 novembre 2022

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. À Prague, la Représentante au Commerce américaine K. Tai réaffirme l'engagement des États-Unis à renforcer les relations économiques avec l'UE
2. Les États-Unis réfléchissent à élargir leur contrôle des exportations vers la Chine à d'autres secteurs, après les annonces sur les semi-conducteurs
3. L'USTR précise ses attentes vis-à-vis des parties prenantes dans le cadre de la revue en cours des droits de douane additionnels sur les importations chinoises

Climat – énergie – environnement

4. L'administration Biden annonce de nouvelles mesures visant à réduire les coûts énergétiques pour les foyers
5. Les États-Unis et les Émirats arabes unis ont signé un nouvel accord en matière d'énergie propre

Transport et infrastructure

6. Les républicains de la Chambre préparent une stratégie de transition climatique, visant à répondre au mécontentement des électeurs face au prix des carburants

Industrie

7. L'exode des entreprises californiennes s'accroît selon l'Université de Stanford

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. L'USDA annonce 223 M\$ d'aides pour renforcer la concurrence sur le marché de la viande

Santé

9. Walgreens et CVS ont annoncé verser 10 Md\$ dans le cadre des procès de la crise des opioïdes

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. À Prague, la Représentante au Commerce américaine K. Tai réaffirme l'engagement des États-Unis à renforcer les relations économiques avec l'UE

Les 31 octobre, la Représentante au Commerce américaine (USTR) K. Tai a assisté à Prague à une réunion informelle du Conseil affaires étrangères / commerce de l'UE. En marge de cet événement, le troisième de ce type auquel elle participait depuis son investiture, elle a rencontré ses homologues tchèque, français, suédois, irlandais, estonien, letton et lituanien. Elle s'est également entretenue avec le Vice-président exécutif de la Commission européenne, V. Dombrovskis, et le Président de la Commission du commerce international (INTA) du Parlement européen, B. Lange.

Un [communiqué](#) publié par le bureau de l'USTR fait état de ses déclarations durant ces différentes rencontres, notamment la réaffirmation de « l'engagement des États-Unis à renforcer les relations économiques et commerciales » avec l'UE et l'expression de la « nécessité d'avoir des conversations franches sur les sujets clés ». Les préoccupations européennes liées à l'*Inflation Reduction Act* (IRA) ont figuré à l'agenda de l'échange au Conseil comme des entretiens bilatéraux, et ont été réaffirmées par V. Dombrovskis lors d'une [conférence](#) de presse. Pour sa part, K. Tai a souligné que l'IRA représentait un « investissement historique dans les énergies propres et les technologies vertes » et a « noté l'enthousiasme » suscité par le récent lancement d'une *task force* transatlantique destinée à offrir un cadre aux discussions entre européens et américains sur cette loi.

K. Tai a aussi exprimé le souhait que l'UE et les États-Unis parviennent à un accord « ambitieux » sur l'acier et l'aluminium durables et que le prochain sommet du Conseil commerce et technologie (TTC), qui aura lieu le 5 décembre aux États-Unis, permette l'atteinte de « résultats significatifs ». Sur ce dernier point, V. Dombrovskis a précisé que l'UE espérait notamment pouvoir annoncer le lancement d'une « initiative transatlantique sur le commerce durable » lors de ce sommet.

2. Les États-Unis réfléchissent à élargir leur contrôle des exportations vers la Chine à d'autres secteurs, après les annonces sur les semi-conducteurs

Lors d'une [conférence](#) le 27 octobre, le sous-secrétaire au commerce en charge du contrôle-export au sein du Département au Commerce américain, Alan Estevez, a indiqué qu'il avait des réunions hebdomadaires avec son équipe (le BIS, *Bureau of Industry and Security*) pour identifier les

nouvelles technologies émergentes sur lesquelles un contrôle-export devrait être mis en place. Interrogé spécifiquement sur les secteurs du quantique, de l'intelligence artificielle et des biotechnologies, il a indiqué que des réflexions étaient en cours (« *Si je devais parler, je mettrais sur le fait que le BIS va agir sur ces technologies* »).

A. Estevez s'exprimait plus globalement sur les mesures de contrôle-export visant les exportations de semi-conducteurs en Chine publiées par le BIS le 7 octobre [voir flash N° 2022-25 du 14 octobre 2022], jugées certes complexes mais cohérentes et en lien avec ce que le BIS a fait jusqu'à présent. Il s'est dit optimiste sur la possibilité d'obtenir un alignement des Alliés sur ces mesures, en précisant que des discussions étaient notamment en cours avec le Japon et les Pays-Bas.

3. L'USTR précise ses attentes vis-à-vis des parties prenantes dans le cadre de la revue en cours des droits de douane additionnels sur les importations chinoises

L'USTR a [publié](#) le 1^{er} novembre une liste de questions à destination des parties prenantes dans le cadre de la procédure d'appels à commentaires engagée pour la revue en cours des droits de douanes additionnels en vigueur sur environ 370 Md\$ d'importations de Chine, officiellement [lancée](#) par l'USTR en septembre dernier [voir flash N° 2022-20 du 9 septembre 2022].

Ce questionnaire demande notamment aux parties prenantes de partager des éléments permettant d'évaluer si les droits de douane ont été efficaces pour lutter contre les pratiques discriminatoires de la Chine (vols de propriété intellectuelle et de secrets commerciaux, transferts forcés de technologies), ainsi que leur impact macro-économique et au niveau de chacune des industries concernées par ces mesures. Les parties prenantes sont également invitées à identifier des moyens de rendre ces mesures plus efficaces et des politiques alternatives que l'USTR pourrait envisager.

Pour mémoire, l'USTR ouvrira la plateforme de recueil des commentaires des parties prenantes du 15 novembre 2022 au 17 janvier 2023 [voir flash N° 2022-25 du 14 octobre 2022].

Brèves

- Les exportations et importations de services aux États-Unis ont atteint un niveau record en septembre 2022, grâce au rebond des activités de transport post-pandémie de Covid, selon le [rapport](#) mensuel du Département du Commerce américain publié le 3 novembre. Le déficit commercial global des États-Unis a

augmenté par rapport au mois précédent, pour atteindre 73,3 Md\$.

- La Maison-Blanche a [annoncé](#) le 2 novembre la suspension des préférences commerciales dont bénéficiait le Burkina Faso aux termes de l'*African Growth and Opportunity Act* (AGOA), citant l'insuffisante « *protection de l'état de droit et du pluralisme politique* » dans le pays.
- Les États-Unis ont [annoncé](#) que les ministres du Commerce de l'APEC (*Asia-Pacific Economic Cooperation*) se réuniront à Détroit en mai 2023, sous présidence américaine. Par ailleurs la vice-présidente Kamala Harris [représentera](#) les États-Unis au sommet des dirigeants de l'APEC à Bangkok les 18 et 19 novembre 2022.
- La Représentante au Commerce américaine K. Tai et son homologue équatorien se sont

[rencontrés](#) le 28 octobre pour discuter d'une potentielle expansion du « Protocole sur les règles commerciales et la transparence » conclu en 2021.

- Le Département du Trésor a [sanctionné](#) le 28 octobre le groupe « 15 Khordad », une fondation basée en Iran qui promet une prime de plusieurs millions de dollars pour le meurtre de l'écrivain Salman Rushdie.
- Le Département du Trésor a [sanctionné](#) le 1^{er} novembre des membres de la branche somalienne de l'État islamique, premières désignations de ce groupe affilié à Daech.
- Le Département du Trésor a [sanctionné](#) le 3 novembre des personnes, entités et navires liés au Hezbollah et au Corps des Gardiens de la Révolution pour leur participation à un réseau d'exportation de pétrole iranien.

Climat- Énergie - Environnement

4. L'administration Biden annonce de nouvelles mesures visant à réduire les coûts énergétiques pour les foyers

Le Président Biden a [annoncé](#) de nouvelles ressources pour le programme d'assistance énergétique aux foyers à faible revenu (*Low-Income Home Energy Assistance Program*, LIHEAP) qui a bénéficié à 5,3 millions de ménages l'année dernière. Ce programme géré par le Ministère de la santé et des services sociaux (*Department of Health and Human Services*) sera abondé de 4,5 Md\$ pour aider à réduire les coûts liés au chauffage. Les fonds LIHEAP seront versés aux États fédérés et aux collectivités. En plus de couvrir les coûts de chauffage des maisons ou les factures impayées, le programme aidera les foyers à effectuer des réparations énergétiques pour réduire leurs factures à l'avenir.

Le Président met l'accent sur l'efficacité énergétique au moyen du déploiement des pompes à chaleur, lui-même soutenu par le *Department of Energy* (DOE) et les 250 M\$ dont il dispose pour permettre leur fabrication aux États-Unis. L'administration américaine indique que le secteur privé s'engage dans cette démarche au travers de l'initiative *Rewiring America* qui vise à informer au moins 10 millions de foyers américains sur les possibilités d'économiser de l'argent avec des pompes à chaleur. Cette initiative est notamment portée par Airbnb, Redfin, Lyft, Duquesne Light Company, Mosaic, Arcadia et Propel. L'administration américaine souligne par ailleurs que Mars, Procter & Gamble et Cargill s'engagent à utiliser des pompes à chaleur dans leurs

installations industrielles afin de réduire les coûts énergétiques et la pollution.

5. Les États-Unis et les Émirats arabes unis ont signé un nouvel accord en matière d'énergie propre

Les États-Unis et les Émirats arabes unis ont [annoncé](#) la mise en place d'un partenariat pour l'accélération de l'énergie propre (*Partnership for Accelerating Clean Energy*, PACE), visant à assurer une transition rapide vers les énergies propres et l'abandon des combustibles fossiles. Ce partenariat est destiné à catalyser 100 Md\$ de financement, d'investissement et d'autres formes de soutien et à déployer au niveau mondial 100 gigawatts d'énergie propre d'ici 2035 afin de faire progresser la transition énergétique et de maximiser les avantages pour le climat.

La Maison blanche indique que le PACE repose sur quatre piliers : 1) l'innovation, le déploiement et les chaînes d'approvisionnement en matière d'énergie propre, 2) la gestion du carbone et du méthane, 3) l'énergie nucléaire, et 4) la décarbonisation de l'industrie et des transports. Ainsi, le PACE soutient en particulier la mise en œuvre à grande échelle de la coopération nucléaire civile entre les États-Unis et les Émirats arabes unis. La sûreté, la sécurité et la surveillance réglementaire seront des domaines d'engagement prioritaires.

Les États-Unis et les Émirats arabes unis mettront en place un groupe d'experts chargé d'identifier les projets prioritaires, de supprimer les obstacles potentiels et de mesurer les progrès de PACE dans la réalisation de ses objectifs.

Transport et Infrastructure

6. Les républicains de la Chambre préparent une stratégie de transition climatique, visant à répondre au mécontentement des électeurs face au prix des carburants

Les républicains de la Chambre se préparent à publier une stratégie en six parties pour tenter de maîtriser la flambée des prix de l'essence et de lutter contre le changement climatique. Le plan, qui devrait être publié cette semaine, est le produit d'un « groupe de travail sur l'énergie, le climat et la conservation » créé l'année dernière par le républicain Kevin McCarthy, chargé d'élaborer un programme politique pour lutter contre le changement climatique si les républicains prennent le contrôle de la Chambre lors des élections de mi-mandat de 2022. Les républicains s'apprêteraient à examiner la manière dont l'administration Biden déploie les 370 Md\$ en faveur de l'énergie propre que le Congrès a approuvés dans l'*Inflation Reduction Act*.

La stratégie publiée en juin par Kevin McCarthy, préconise des mesures visant à stimuler la production de pétrole et de gaz, à assouplir les réglementations en matière de permis et à chercher à réduire la dépendance à l'égard de la Chine et de la Russie pour les matériaux essentiels. Elle propose également des actions sur lesquelles les législateurs des deux partis pourraient se mettre d'accord, comme l'accélération des autorisations pour les sources d'énergie à faibles émissions de carbone, comme les énergies renouvelables, les petits réacteurs nucléaires et l'hydrogène.

Cette stratégie vise à répondre au mécontentement des électeurs concernant les prix de l'essence, qui ont augmenté suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie et à la reprise de l'économie mondiale après la pandémie. Alors que les

propositions démocrates pour faciliter l'approbation des infrastructures pétrolières et gazières ainsi que des sources d'énergie propre comme l'énergie éolienne et solaire peinent à se concrétiser, les républicains qualifient ces projets de trop modeste et proposent des mesures visant à réduire les examens environnementaux pour tous les types de projets énergétiques, à accélérer les autorisations pour les oléoducs et les terminaux d'exportation de gaz naturel, ainsi que pour les mines produisant des minéraux essentiels utilisés dans les véhicules électriques et le combustible d'uranium qui alimente les réacteurs nucléaires.

Brèves

- La *Fédéral Railroad Administration* (FRA) a lancé une [étude](#) sur le service interurbain quotidien de transport de passagers d'Amtrak. Il s'agit d'évaluer le rétablissement du service ferroviaire interurbain quotidien de passagers sur de longues distances et le potentiel de nouvelles liaisons longue distance d'Amtrak. Cette étude permettra de déterminer les projets d'immobilisations et le financement nécessaires à la mise en œuvre de cette vision.
- Les pilotes de Delta Air Lines ont voté lundi pour autoriser une grève si les négociations contractuelles en cours échouent. Les pilotes, représentés par le syndicat Air Line Pilots Association (ALPA), ont négocié leur contrat pour la dernière fois en 2016. La renégociation a commencé en avril 2019 et les employés et la compagnie aérienne étaient entrés dans la phase de médiation en février 2020, reportée en raison de la pandémie. Les renégociations ont repris en janvier. Ainsi que le précise le [communiqué](#) de l'ALPA, les pilotes réclament une revalorisation de leurs contrats.

Industrie

7. L'exode des entreprises californiennes s'accroît selon l'Université de Stanford

La Californie est confrontée à une fuite des entreprises depuis quelques années qui a tendance à s'accroître selon un [rapport](#) publié par la Hoover Institution de l'Université de Stanford. En effet, en 2021, le rythme des sorties des sièges sociaux de l'État a doublé par rapport aux 2 années précédentes et ce phénomène devrait encore s'accroître. Ainsi, depuis 2018, 352 entreprises ont

relocalisé leur siège social hors de Californie. Si le Texas a été le principal État de relocalisation, avec 132 sièges (dont les emblématiques Tesla et Oracle), l'ensemble des États-Unis en a profité avec 31 relocalisations au Tennessee, 25 au Nevada, 24 en Floride, 21 en Arizona ou 20 au Colorado. Les raisons de cet exode sont bien connues : environnement économique très coûteux de la Californie en comparaison des autres États, importance de la fiscalité et coût de la vie qui

impacte à la hausse le coût salarial. Cette tendance se confirme dans les différents classements et rapports : selon le Mercatus Center, la Californie est l'État le plus réglementé du pays, avec plus de 395 000 pages de réglementations et 518 agences d'État, conseils, et commissions avec lesquelles les entreprises doivent traiter. En outre, le State Business Tax Climate Index de 2022 de la Tax Foundation, qui évalue les différentes taxes pouvant influencer les affaires, classe la Californie en 48^e position. Le phénomène est global et concerne tout autant les grandes entreprises que

les start-ups, dont les entreprises de la tech, historiquement localisées dans la Silicon Valley. À long terme, en l'absence de réaction, cette perte d'attractivité et par suite d'influence de la Californie pourrait provoquer un cercle vicieux où de moins en moins de start-ups s'y installeraient et où l'innovation ralentirait. Le rapport souligne que, du fait d'un manque de données, les relocalisations pourraient être cinq fois plus nombreuses que celles recensées.

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. L'USDA annonce 223 M\$ d'aides pour renforcer la concurrence sur le marché de la viande

Le 2 novembre, le ministre de l'Agriculture, Tom Vilsack, a [annoncé](#) subventionner 21 projets dans le cadre de la première phase du *Meat and Poultry Processing Expansion Program* (MPPEP), pour un montant total de 73 M\$. Il prévoit également 75 M\$ de prêts pour des transformateurs indépendants à travers le *Meat and Poultry Intermediary Lending Program* et 75 M\$ additionnels de prêts garantis à travers le *Food Supply Chain Guaranteed Loan program*. [L'ensemble de ces aides](#) devrait augmenter les capacités nationales de transformation de viande, ainsi que créer des centaines de nouveaux emplois. L'objectif poursuivi est d'ouvrir le marché de la viande à plus de concurrence et de réduire les prix à la consommation. Néanmoins, les effets de ces aides sur les prix ne devraient pas être immédiats. En effet, les projets financés nécessiteront du temps pour leur mise en œuvre puisqu'ils impliquent la construction ou l'extension d'infrastructures. De même, il n'est pas certain que ces dernières seront en mesure de concurrencer les quatre géants du marché (JBS, Tyson, Marfrig et Seaboard) qui en détiennent actuellement entre [55% et 85%](#) des parts. Enfin, les prix à la consommation sont également influencés par les distributeurs et le contexte sanitaire (épidémie de grippe aviaire). Pour rappel, depuis la signature de l'[executive order](#) pour la promotion de la concurrence en juillet 2021, l'administration Biden s'est fortement engagée à lutter contre les situations de monopole et d'oligopole dans l'industrie agricole et

agroalimentaire afin de préserver le pouvoir d'achat des ménages.

Les projets retenus lors de la deuxième phase du MPPEP seront annoncés en décembre, pour un montant total cette fois-ci de 225 M\$ à 375 M\$.

Brèves

- Selon un [rapport](#) de l'ONG *Environmental Defense Fund* paru le 20 octobre, le changement climatique pourrait conduire à une réduction d'au moins 5% des récoltes de maïs en Iowa, de soja dans la moitié des comtés du Minnesota et de blé dans 9% des comtés du Kansas d'ici 2030.
- En raison de l'assèchement de la rivière du Colorado qui fait peser le risque d'une mise à l'arrêt des turbines hydroélectriques, le ministère de l'Intérieur a [déclaré](#), le 28 octobre, son intention de revoir les règles régissant le fonctionnement des barrages. Ces modifications devraient réduire l'alimentation en eau des terres agricoles, des villes et des communautés tribales dès l'été 2023.
- Le 27 octobre, l'ONG *Natural Resources Defense Council*, en faveur de la protection environnementale, a publié ses [priorités](#) pour le prochain *Farm Bill*. Elle appelle notamment le Congrès à renforcer son soutien à l'agriculture biologique, en augmentant les ressources fédérales pour la promotion d'innovations biologiques. Elle demande également la sensibilisation du public aux bienfaits de l'alimentation biologique, ainsi que des investissements dans des chaînes d'approvisionnement régionales pour répondre à la demande croissante pour le bio.

- À la suite de la [détection](#) d'un foyer de grippe aviaire dans une installation de production d'œufs en Iowa, plus d'un million de volailles seront abattues dans le comté de Wright. De

janvier à octobre 2022, 47,7 millions d'oiseaux sont morts d'infection ou ont été abattus par prévention, dont près de 14,4 millions en Iowa, premier producteur d'œufs du pays.

Santé

9. Walgreens et CVS ont annoncé verser 10 Md\$ dans le cadre des procès de la crise des opioïdes

Le 2 novembre, deux grands groupes de distributions pharmaceutiques ont annoncé des accords dans le cadre des nombreux procès intentés à leur encontre pour la crise des opioïdes. Ainsi, CVS Health [versera](#) 5 Md\$ aux États fédérés et aux tribus amérindiennes parties prenantes des procès. Walgreens a [annoncé](#) quant à lui verser 4,75 Md\$ sur 15 ans aux mêmes parties prenantes. Ces compagnies assurent dans leur annonce de presse que ces versements ne sont pas un aveu de leur culpabilité dans la crise des opioïdes. Dans leur déclaration à la presse, elles ont par ailleurs rappelé les initiatives engagées afin de lutter contre la surconsommation d'opioïdes aux États-Unis. Walmart, également accusé d'avoir encouragé la consommation d'opioïdes, s'était défendu en septembre contre les accusations mais n'a pas encore fait de déclaration officielle sur le montant que l'entreprise versera dans le cadre des procès.

Brèves

- JP Morgan Asset Management [a lancé](#) son équipe de Private Equity spécialisée en sciences

de la vie qui évoluera au sein de JP Morgan Private Capital. Cette nouvelle équipe investira dans les phases *early* et de croissance des entreprises du secteur en ciblant en particulier les nouvelles thérapies et les nouvelles technologies dans les domaines de la médecine génétique, de l'oncologie, des maladies neurodégénératives, des maladies orphelines, auto-immunes, des plateformes d'intelligence artificielle, les maladies métaboliques et la neuropsychologie.

- Depuis le 28 octobre, La FDA [a reporté](#) une pénurie d'amoxicilline aux États-Unis, un antibiotique utilisé dans le traitement des infections des oreilles et des angines chez les enfants. La société américaine des pharmaciens a également [reporté](#) les pénuries auxquelles cinq entreprises principales fournisseuses du pays feraient face suite à une demande particulièrement forte et non anticipée. Cette hausse de la demande s'expliquerait par une forte prévalence du virus respiratoire syncytial chez les enfants. La FDA prévoit que la filiale Sandoz de Novartis (suisse-américaine) pourra répondre à la demande pour les doses orales début 2023.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDET, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

[S'Inscrire](#)